

DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

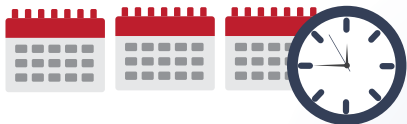
DES MIGRATIONS AU SAHEL DU POINT DE VUE

DES DROITS HUMAINS :

LE CAS DE LA MAURITANIE

Ces infographies rassemblent les points clés et les conclusions issus de la journée du même titre, organisée le 18 mars 2026

INTRODUCTION



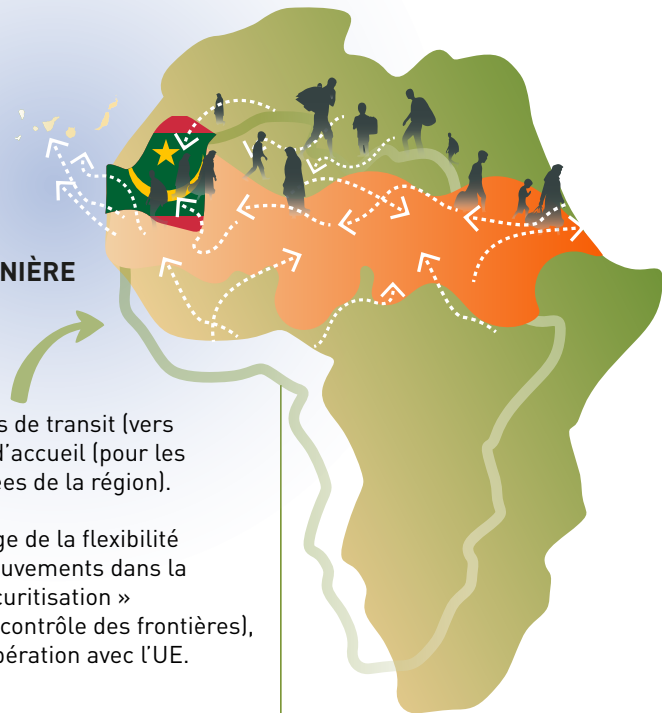
Trois mois avant l'entrée en vigueur du Pacte européen sur la migration et l'asile (PEMA), des mesures supplémentaires ayant un impact sur la dimension extérieure des politiques migratoires de l'UE sont en cours de discussion.



MAURITANIE: UN PAYS CHARNIÈRE
entre l'Afrique du Nord et
l'Afrique subsaharienne

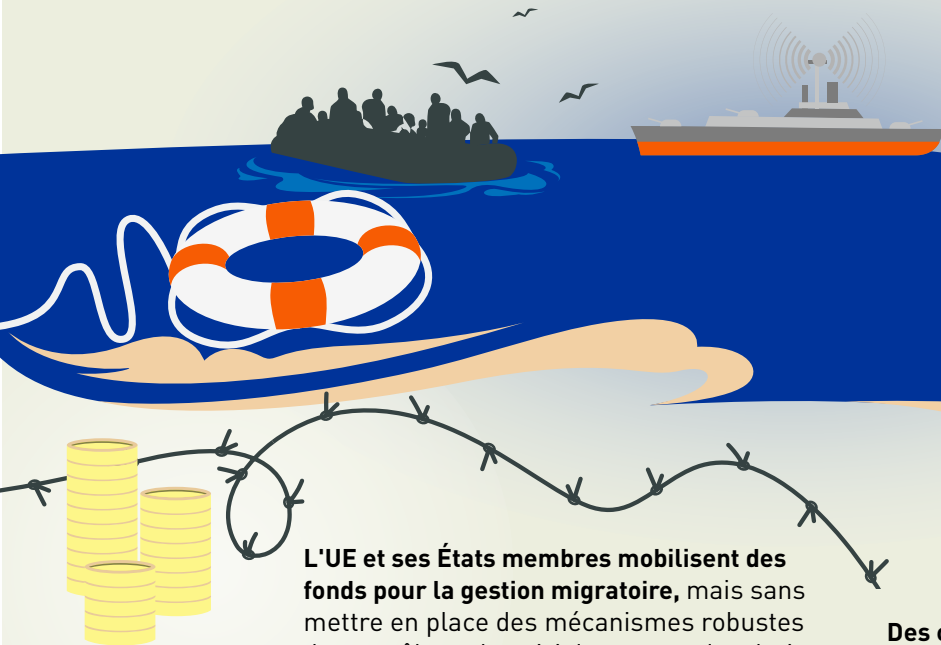
Double rôle : pays de transit (vers l'Europe) et pays d'accueil (pour les personnes réfugiées de la région).

Évolution : passage de la flexibilité historique des mouvements dans la région à une « sécuritisation » (renforcement du contrôle des frontières), accrue par la coopération avec l'UE.

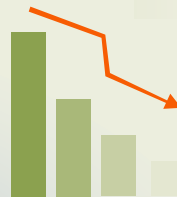


OPPORTUNITÉS ET DÉFIS EN MAURITANIE

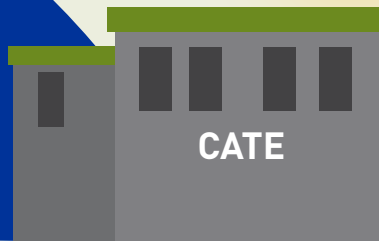
Les accords de coopération migratoire entre l'UE et la Mauritanie ont exercé une forte pression sur le pays afin de renforcer le contrôle de ses frontières, ce qui affecte les relations historiques avec les pays voisins.



L'UE et ses États membres mobilisent des fonds pour la gestion migratoire, mais sans mettre en place des mécanismes robustes de contrôle et de suivi du respect des droits humains dans l'utilisation de ces fonds.



Si le nombre de décès diminue et que des procédures de recherche et de sauvetage sont mises en œuvre, de nouvelles routes migratoires se développent au départ de **lieux plus éloignés comme la Gambie ou la Guinée.**



Des centres d'accueil temporaire sont créés, permettant le triage et l'orientation initiale, mais leur capacité est limitée.

CEA(R)

Comisión Española
de Ayuda al Refugiado

Financé par :



Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea
y Cooperación Internacional

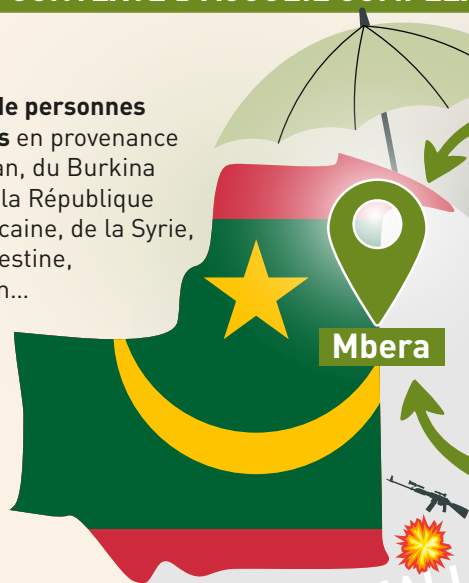
Ministerio de Sanidad, Consumo
y Bienestar Social

OPPORTUNITÉS ET DÉFIS EN MAURITANIE

UN CONTEXTE D'ACCUEIL COMPLEXE

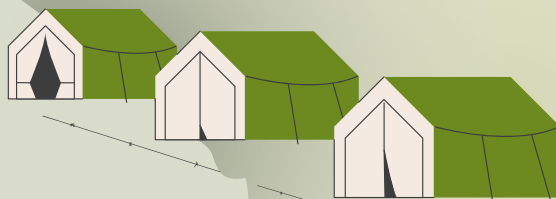
Accueil de personnes

réfugiées en provenance du Soudan, du Burkina Faso, de la République centrafricaine, de la Syrie, de la Palestine, du Yémen...



La régularisation de la situation administrative des personnes présentes dans le pays depuis des années reste difficile.

Camp de réfugiés de Mbera: à la frontière avec le Mali, les personnes déplacées par le conflit dans le pays voisin sont accueillies dans ce camp (Hodh el Chargui).



La cohésion sociale est favorisée par l'articulation conjointe des besoins des populations locale et réfugiée.

Cas de succès dans l'accès à l'université, l'entrepreneuriat féminin et l'employabilité des jeunes dans les secteurs de la pêche et de la construction.

Capacité de résilience de la population réfugiée, des réseaux de protection et du travail des organisations de la société civile.

Toutefois, la **diminution critique de l'aide humanitaire au niveau mondial** exerce une pression supplémentaire sur des ressources déjà limitées.

62 000 personnes réfugiées
(en 2012)

309 000 personnes réfugiées
(actuellement)

82 %
de femmes, d'enfants et de filles
(situation de plus grande vulnérabilité)

CEA(R)

Comisión Española
de Ayuda al Refugiado

Financé par :



Ministerio de Asuntos Exteriores,
Unión Europea, Agencia Española de Cooperación Internacional



PRÉOCCUPATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DU MONDE ACADÉMIQUE

CEA(R)

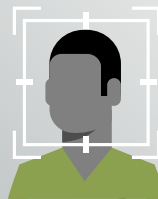
Comisión Española
de Ayuda al Refugiado

Financé par :



Ministerio de Sanidad,
Política Social y Consumo
Ministerio de Justicia

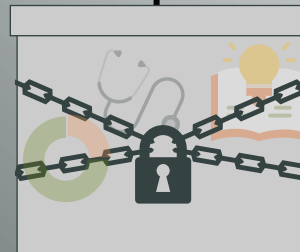
La baisse des arrivées en Europe est mise en avant, mais les conditions des personnes qui tentent de partir depuis ou via la Mauritanie **ne sont pas suffisamment visibles**.



Criminalisation : contrôles fondés sur des caractéristiques ethniques et/ou raciales, affectant même des citoyens mauritaniens (profilage racial).

Effet rebond : la fermeture des frontières favorise le trafic et l'exploitation des êtres humains.

Manque de transparence dans la gestion des centres de détention mauritaniens.



Difficultés d'accès aux services et aux droits fondamentaux, y compris les droits économiques, sociaux et culturels (DESC), tels que la santé et l'éducation.

PRÉOCCUPATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DU MONDE ACADÉMIQUE

CEA(R)

Comisión Española
de Ayuda al Refugiado

Financé par :



Ministerio de Justicia
Secretaría de Estado
de Asuntos de Extranjería
y Migración



Influence externe : critiques des accords avec l'UE et l'Espagne, accusés de privilégier le contrôle au détriment des droits humains.

Des expulsions massives ont lieu dans des zones frontalières critiques comme Gogui, où il existe un manque de services sociaux pour répondre aux besoins de la population.



Des pratiques abusives sont signalées, telles que la confiscation de documents ou de téléphones portables et la séparation des familles.



Violences de genre : traite des êtres humains, viols et mariages forcés le long des routes migratoires.

Les enfants migrants, en particulier ceux sans référents familiaux, sont exposés à un risque élevé d'exploitation du travail et de violence systémique.

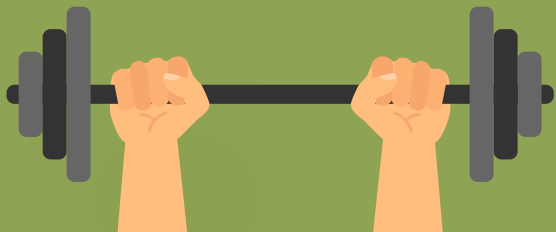


Justice : accès nul aux services de base et à la défense juridique pour les personnes migrantes et les demandeurs d'asile.

CONCLUSIONS

EFFORTS ET ENGAGEMENTS

- ✓ La Mauritanie a **historiquement été un pays hospitalier**.
- ✓ Le camp de Mbera constitue un **cas de réussite en matière d'inclusion** entre population locale et population réfugiée.
- ✓ **Des réformes normatives sont en cours** afin de s'aligner sur les engagements internationaux.
- ✓ **La société civile et les réseaux communautaires** jouent un rôle crucial dans la protection des populations.
- ✓ **Intégration d'une approche fondée sur les droits humains** dans le soutien technique et financier de l'Espagne et de l'UE afin de consolider un système d'asile solide et humain.



DÉFIS PERSISTANTS

- ⊗ **Identification et protection** : obstacles à la détection et à la protection des personnes les plus vulnérables.
- ⊗ **Réponse insuffisante** face aux violences à l'encontre des femmes et des filles.
- ⊗ **Accès aux droits fondamentaux** : limitations dans l'accès à la santé, à l'éducation et à la culture (DESC).
- ⊗ **Criminalisation et persécution** des personnes migrantes et réfugiées.
- ⊗ **Expulsions collectives** violant le principe de non-refoulement.
- ⊗ **Mobilité** : perturbation des flux naturels de la région.

